

MECANISME D'INCLUSION CARBONE AUX FRONTIERES

Réponse de France Industrie à la consultation de la Commission européenne

Objectif général

L'industrie sera un fournisseur majeur de technologies et de solutions pour atteindre la neutralité carbone. Pour lui permettre de jouer ce rôle, il est nécessaire – dans le cadre d'une stratégie industrielle européenne forte – de soutenir le développement de long terme des technologies bas carbone et de préserver la compétitivité de l'industrie en attendant que nos grands partenaires commerciaux s'engagent à leur tour dans une politique climatique ambitieuse, incluant une contrainte carbone équivalente à celle qui pèse sur l'industrie européenne.

Dans ce cadre, France Industrie salue la volonté de la Commission européenne d'ouvrir les discussions sur un mécanisme d'inclusion carbone (MIC) aux frontières, en vue d'une éventuelle proposition en 2021. Un tel mécanisme est **clé pour lutter contre les fuites de carbone**. Il enverrait en effet un signal incitatif aux pays tiers pour adopter un cadre réglementaire intégrant dans le prix des produits celui de leur contenu carbone. Globalement, il favoriserait un accroissement des efforts internationaux vers la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Dans ses relations avec ses partenaires internationaux, l'Union européenne doit chercher à **réduire au mieux les distorsions de concurrence** avec les importations d'Etats tiers où les règles en matière de climat sont moins strictes. Afin de rétablir un *level playing field*, un MIC pourrait s'avérer pertinent mais devra remplir certaines conditions.

Quel impact d'un MIC ?

Avant toute proposition législative, un tel mécanisme doit au préalable faire l'objet d'une analyse approfondie, tant au niveau de ses impacts que de sa faisabilité opérationnelle et juridique. Chaque entreprise pourrait être touchée différemment par le dispositif selon son positionnement sur les marchés internationaux, sur la chaîne de valeur et la nature de ses approvisionnements. Ainsi, France Industrie attire l'attention sur les éléments suivants :

- Si la taxe carbone permet théoriquement de protéger la compétitivité sur le marché intérieur, ce n'est pas le cas à l'export. Un tel mécanisme **ne protégerait pas les industries européennes exportatrices**, soumises à l'ETS, contre la concurrence sur des marchés extra-européens aux normes climatiques moins strictes.
- Le MIC provoquerait une **augmentation du prix des matériaux de base**, qui se répercuterait sur le coût des investissements, et sur les **industries en aval** qui seraient exposées à la concurrence déloyale de produits importés. Un MIC risquerait alors de mener à la délocalisation de chaînes de valeurs entières.
- Un MIC doit constituer une mesure environnementale et non une mesure protectionniste. Cet aspect est très important afin d'assurer sa **compatibilité avec les règles de l'OMC**.
- Il comporte un **risque significatif de rétorsion commerciale** par d'autres puissances, dont les marchés comportent à la fois des fournisseurs et des clients essentiels de l'industrie française.

Conditions de mise en œuvre

Pour France Industrie, la mise en œuvre d'un MIC devra donc remplir les conditions suivantes :

- **Valider une méthodologie** déterminant l'empreinte carbone est crucial, ainsi qu'un **contrôle fiable aux frontières** de l'Union européenne, et se doter de moyens à la hauteur de l'ambition du mécanisme.
- Il est essentiel que les **mesures actuelles de compensation** (quotas gratuits pour les exportations, compensation des coûts indirects) **soient maintenues en complément du MIC**, afin d'assurer la **préservation de la compétitivité** des industries concernées, notamment dans les secteurs aval et à l'exportation.
- Le MIC devrait être mis en place de manière **progressive**, et devrait **faire l'objet d'une phase d'expérimentation limitée aux secteurs les plus matures manifestant leur intérêt à intégrer le mécanisme**. Le périmètre de cette expérimentation doit être cohérent afin **d'éviter des distorsions de concurrence entre secteurs** présents sur un même marché. Les secteurs hors expérimentation devraient être couverts par des mesures adéquates de protection contre les fuites de carbone.
- **Promouvoir des approches complémentaires**, tels des standards climatiques dans les accords internationaux, ou des « clubs carbonés » d'Etats appliquant des sanctions contre les Etats ne respectant pas les accords de Paris.

France Industrie est l'organisation professionnelle représentative de l'Industrie en France. Elle rassemble 22 Fédérations sectorielles de l'industrie et les Présidents de 44 grandes entreprises privées et publiques intervenant dans l'ensemble des secteurs industriels. France Industrie est l'interlocuteur de référence des pouvoirs publics sur tous les sujets transverses relatifs à l'industrie : compétitivité, emploi, transition écologique, innovation et numérique, politique industrielle européenne et attractivité des territoires. France Industrie est également co-fondateur de la French Fab, bannière de l'Industrie française qui a pour vocation de fédérer les écosystèmes de l'industrie portés par tous les acteurs des territoires et de les projeter vers l'industrie du futur.

